

CAMERA DEI DEPUTATI

Doc. **XII-bis**
N. 15

ASSEMBLEA PARLAMENTARE DELLA NATO

Risoluzione n. 308

La politica europea di sicurezza e di difesa (*)

Adottata in occasione della seduta plenaria
della 47^a Sessione annuale di Ottawa
(martedì 9 ottobre 2001)

Annunziata il 27 novembre 2001

THE ASSEMBLY,

1. *Reaffirming* that NATO remains the primary institution for guaranteeing the defence and security of its members as well as projecting security and stability throughout the Euro-Atlantic region;

2. *Recognising* that the European Union's European Security and Defence Policy (ESDP), which would enable European countries to take military action together when NATO as a whole is not engaged, has become the European dimension of civilian and military crisis management;

3. *Remembering* that the European Union has set a Headline Goal to create a corps-sized rapid reaction force by 2003, with appropriate air and naval elements, that would be deployable within 60 days and sustainable for at least one year;

4. *Recalling* that in its military dimension ESDP is limited to the Petersberg tasks – including humanitarian and rescue operations, peacekeeping and tasks of combat forces in crisis management, including peacemaking – and that ESDP in no way replaces NATO's role in collective defence nor intends to match the overall capabilities of the Alliance;

5. *Asserting* that the six European members of NATO that are not members of the European Union must be fully involved in

(*) Presented by the Defence and Security Committee.

the development and functioning of ESDP consistent with the autonomy of the EU member states;

6. *Welcoming* that meetings between the EU and non-EU allies have started already, applauding the EU's commitment to intensify consultation in times of crisis and noting favourably that non-EU European allies can request meetings with the European Union and submit proposals for agenda items;

7. *Concerned* that a failure to reach agreement on EU access to NATO assets and capabilities would lead the EU to undertake unnecessary duplication of these capacities;

8. *Convinced* that continued restructuring of European armed forces is essential, not only for the Headline Goal, but also for the European Allies to develop the forces needed to fulfil NATO's Strategic Concept;

9. *Emphasising* that the core purpose of ESDP is to give the EU an overall crisis management and conflict prevention capability and, therefore, the improvement of European military capabilities is key;

10. *Endorsing* NATO's Defence Capabilities Initiative, which highlights capabilities needed by NATO to carry out the tasks defined in its Strategic Concept, many of which are identical to the capabilities needed for the EU to fulfil its Headline Goal;

11. *Believing* that ESDP can strengthen NATO by increasing the European contribution to the Alliance;

12. *URGES* the member Governments and Parliaments of the North Atlantic Alliance and of the European Union:

a. to continue to recognise that EU-led crisis management operations should be undertaken only when NATO as a whole is not engaged;

b. to remember that ESDP is not meant to rival NATO and its collective defence mission, but is limited to the Petersberg tasks;

c. to remember that the military aspects of ESDP will remain in the competence of national governments and parliaments, recognising however that the Community has a competence in the field of conflict prevention and the civil aspects of crisis management and that this competence will therefore be controlled by the European Parliament;

d. to strengthen parliamentary oversight over ESDP by the EU national parliaments, which will have to dialogue with the European Parliament and the other national parliaments concerned;

e. to ensure that the non-EU members of NATO are involved in the decision-making process of ESDP to the greatest extent possible and can participate fully in European security operations whenever they indicate a willingness to join;

f. to facilitate an agreement between the EU and NATO that would allow NATO to provide the EU with the greatest degree of support possible for ESDP, including the presumed availability to the EU of NATO planning, logistics and headquarters assets, in order to avoid unnecessary duplication and improve co-ordination in the use of increasingly scarce transatlantic defence resources;

g. to fulfil their NATO Force Goals, especially those goals that derive from the Defence Capabilities Initiative, because these capabilities are needed for both NATO and EU operations;

h. to determine more clearly where, under what circumstances and with which force packages EU-led operations could be undertaken.

Resolution n. 308
La politique europeenne de securite et de defense (*)

L'ASSEMBLÉE,

1. *Réaffirmant* que l'OTAN demeure la principale institution garantissant la défense et la sécurité de ses membres et étendant la sécurité et la stabilité à toute la région euro-atlantique;

2. *Reconnaissant* que la Politique européenne de sécurité et de défense (PESD) de l'Union européenne, qui permettrait aux pays européens d'entreprendre ensemble une action militaire lorsque l'OTAN en tant que telle n'est pas engagée, constitue désormais la dimension européenne de la gestion civile et militaire des crises;

3. *Se rappelant* que l'Union européenne a fixé un Objectif global consistant à mettre en place avant 2003 une force de réaction rapide de la taille d'un corps d'armée, avec des éléments aérien et naval appropriés, qui serait déployable dans un délai de 60 jours et aurait une capacité de soutien d'au moins un an;

4. *Rappelant* que, dans sa dimension militaire, la PESD se limite aux missions de Petersberg – y compris les opérations d'aide humanitaire et de sauvetage, de maintien de la paix et les missions des forces de combat dans la gestion des

crises, dont le rétablissement de la paix – et que la PESD ne remplace en aucun cas le rôle de l'OTAN dans la défense collective et n'a pas non plus pour objet d'égaliser les capacités globales de l'Alliance;

5. *Affirmant* que les six membres européens de l'OTAN non membres de l'Union européenne doivent être pleinement impliqués dans le développement et le fonctionnement de la PESD de manière compatible avec l'autonomie des Etats membres de l'UE;

6. *Accueillant* favorablement le fait que les réunions entre les Alliés membres et non membres de l'UE ont déjà commencé, se félicitant que l'UE se soit engagée à intensifier les consultations en temps de crise et notant avec satisfaction que les Alliés européens non membres de l'UE puissent demander à tenir des réunions avec l'Union européenne et proposer des points de l'ordre du jour de ces réunions;

7. *Craignant* que l'incapacité d'aboutir à un accord sur l'accès de l'UE aux moyens et capacités de l'OTAN n'amène l'UE à se doter de capacités faisant inutilement double emploi avec celles de l'OTAN;

8. *Convaincue* qu'il est essentiel de poursuivre la restructuration des forces armées européennes, non seulement pour atteindre l'Objectif global, mais aussi pour

(*) Présentée par la Commission de la défense et de la sécurité.

que les Alliés européens développent les forces requises par le Concept stratégique de l'OTAN;

9. *Soulignant* que le but fondamental de la PESD est de donner à l'UE une capacité globale de gestion des crises et de prévention des conflits et que, par voie de conséquence, l'amélioration des capacités militaires européennes est absolument essentielle;

10. *Souscrivant* à l'Initiative sur les capacités de défense de l'OTAN, qui met en lumière les capacités nécessaires à l'OTAN pour accomplir les tâches définies dans son Concept stratégique, et dont la plupart sont identiques à celles requises par l'Objectif global de l'UE;

11. *Estimant* que la PESD peut renforcer l'OTAN en accroissant la contribution européenne à l'Alliance;

12. *INVITE INSTAMMENT* les gouvernements et les parlements des pays membres de l'Alliance atlantique et de l'Union européenne:

a. à continuer de reconnaître que des opérations de gestion des crises dirigées par l'UE ne doivent être entreprises que lorsque l'OTAN en tant que telle n'est pas engagée;

b. à se rappeler que la PESD n'est pas censée rivaliser avec l'OTAN et sa mission de défense collective, mais qu'elle se limite aux missions de Petersberg;

c. à se rappeler que les aspects militaires de la PESD demeureront du ressort des gouvernements et parlements nationaux, tout en reconnaissant cependant que

la Communauté a compétence en matière de prévention des conflits et des aspects civils de la gestion des crises, compétence qui relèvera par conséquent du Parlement européen;

d. à renforcer le contrôle parlementaire de la PESD par les parlements nationaux de l'Union européenne qui devront dialoguer avec le Parlement européen et les autres parlements nationaux concernés;

e. à veiller à ce que les membres de l'OTAN non membres de l'UE soient impliqués le plus largement possible dans le processus de prise de décisions de la PESD et puissent participer pleinement aux opérations de sécurité européenne chaque fois qu'ils manifesteront la volonté de s'y joindre;

f. à faciliter un accord entre l'UE et l'OTAN qui permette à l'OTAN d'apporter à l'UE le plus haut niveau de soutien possible à la PESD, notamment en faisant en sorte qu'il y ait une disponibilité au profit de l'UE des moyens de l'OTAN de planification, de soutien logistique et des quartiers généraux, afin d'éviter les doubles emplois inutiles et mieux coordonner l'utilisation de ressources de défense transatlantique de plus en plus limitées;

g. à réaliser leurs objectifs de forces de l'OTAN, en particulier ceux qui découlent de l'Initiative sur les capacités de défense, lesquelles sont nécessaires tant aux opérations de l'OTAN qu'à celles de l'UE;

h. à définir de façon plus claire où, dans quelles circonstances et avec quelles combinaisons de forces, des opérations dirigées par l'UE pourraient être entreprises.

N. B. Traduzione non ufficiale**Risoluzione n. 308
La politica europea di sicurezza e di difesa (*)**

L'ASSEMBLEA,

1. *Ribadendo* che la NATO resta la principale istituzione che garantisce la difesa e la sicurezza dei suoi membri e che estende la sicurezza e la stabilità a tutta la regione euro-atlantica;

2. *Riconoscendo* che la Politica europea di sicurezza e di difesa (PESD) dell'Unione europea, che consentirebbe ai paesi europei di intraprendere insieme un'azione militare quando la NATO in quanto tale non sia impegnata, costituisce ormai la dimensione europea della gestione civile e militare delle crisi;

3. *Rammentando* come l'Unione europea abbia fissato un Obiettivo primario consistente nel creare prima del 2003 una forza di reazione rapida delle dimensioni di un corpo d'armata, con opportuni elementi aerei e navali, schierabile entro il termine di 60 giorni e con capacità di sostegno di almeno un anno;

4. *Ricordando* che, nella sua dimensione militare, la PESD si limita alle missioni di Petersberg – comprese le operazioni di aiuto umanitario e di salvataggio, di mantenimento della pace e le missioni delle forze di combattimento

nella gestione delle crisi, fra cui il ristabilimento della pace – e che la PESD non sostituisce in nessun caso il ruolo della NATO nella difesa collettiva e neppure ha per oggetto quello di uguagliare le capacità globali dell'Alleanza;

5. *Affermando* che i sei membri europei della NATO non membri dell'Unione europea devono essere pienamente coinvolti nello sviluppo e nel funzionamento della PESD in maniera compatibile con l'autonomia degli Stati membri dell'UE;

6. *Accogliendo* con favore il fatto che le riunioni fra gli Alleati membri e non membri dell'UE siano già cominciate, felicitandosi per il fatto che l'UE si sia impegnata ad intensificare le consultazioni in tempo di crisi e notando con soddisfazione che gli Alleati europei non membri dell'UE possano domandare di tenere riunioni con l'Unione Europea e proporre punti all'ordine del giorno di queste riunioni;

7. *Temendo* che l'incapacità di giungere ad un accordo sull'accesso dell'UE ai mezzi e capacità della NATO induca l'UE a dotarsi di capacità che costituiscano un'inutile duplicazione con quelle della NATO;

8. *Convinta* che sia essenziale proseguire la ristrutturazione delle forze armate europee, non solo per raggiungere l'Obiet-

(*) Presentato dalla Commissione difesa e sicurezza.

tivo primario, ma anche affinché gli Alleati europei sviluppino le forze richieste dal Concetto strategico della NATO;

9. *Sottolineando* che lo scopo fondamentale della PESD è di dare all'UE una capacità globale di gestione delle crisi e di prevenzione di conflitti e che, di conseguenza, il miglioramento delle capacità militari europee è assolutamente essenziale;

10. *Sottoscrivendo* l'Iniziativa sulle capacità di difesa della NATO, che pone in luce le capacità necessarie alla NATO per realizzare i compiti definiti nel suo Concetto strategico, la maggior parte dei quali sono identici a quelli richiesti dall'Obiettivo primario dell'UE;

11. *Ritenendo* che la PESD possa rafforzare la NATO aumentando il contributo europeo all'Alleanza;

12. *SOLLECITA* i governi ed i parlamenti dei paesi membri dell'Alleanza atlantica e dell'Unione europea a:

a. continuare a riconoscere che operazioni di gestione delle crisi dirette dall'UE devono essere intraprese solo quando la NATO in quanto tale non sia impegnata;

b. ricordarsi e che la PESD non è intesa quale antagonista della NATO e della sua missione di difesa collettiva, ma che essa si limita alle missioni di Petersberg;

c. ricordarsi che gli aspetti militari della PESD resteranno di competenza dei governi e parlamenti nazionali, pur riconoscendo che la Comunità ha competenza in materia di prevenzione dei conflitti e

degli aspetti civili della gestione delle crisi, e che il controllo di tale competenza spetterà di conseguenza al Parlamento europeo;

d. rafforzare il controllo parlamentare della PESD da parte dei parlamenti nazionali dell'Unione europea che dovranno dialogare con il Parlamento europeo e gli altri parlamenti nazionali interessati;

e. fare in modo che i membri della NATO non membri dell'UE siano coinvolti quanto più possibile nel processo decisionale della PESD e che possano partecipare pienamente alle operazioni di sicurezza europea ogni qual volta manifestino la volontà di aderirvi;

f. agevolare un accordo fra l'UE e la NATO che consenta alla NATO di fornire all'UE il più alto livello di sostegno possibile alla PESD, in particolare prevedendo di mettere a disposizione dell'UE dei mezzi NATO di pianificazione, di sostegno logistico e dei quartieri generali, onde evitare inutili duplicazioni e coordinare meglio l'utilizzazione delle risorse di difesa transatlantiche di per sé sempre più limitate;

g. realizzare i propri Obiettivi di forze NATO, in particolare quelli che derivano dall'Iniziativa sulle capacità di difesa, in quanto tali capacità sono necessarie sia per le operazioni della NATO che per quelle dell'UE;

h. definire in modo più chiaro dove, in quali circostanze e con quali combinazioni di forze potranno essere intraprese operazioni dirette dall'UE.